

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 1921.

Projet de loi organique des élections provinciales (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

Au mois de juillet dernier, quand la Chambre a dû statuer sur le projet de loi organique des élections provinciales, deux projets bien distincts étaient soumis à ses délibérations.

Le projet élaboré par une commission mixte, projet auquel le Gouvernement s'était rallié, mais qui n'avait pas recueilli l'adhésion de la majorité des membres de votre Section centrale, fut admis par vous par 95 voix contre 57 et une abstention.

Les dispositions les plus importantes de ce projet et qu'il importe de rappeler à ce moment-ci, se résument comme suit :

1° L'élection des conseillers provinciaux se faisait par canton électoral et non par canton de justice de paix ;

2° L'autonomie des cantons dont la population permettait, en principe, la nomination de 3 conseillers au moins, était seule respectée ; les cantons de moindre importance étaient réunis en un ou plusieurs districts électoraux pour former des collèges nommant au moins 3 conseillers ;

3° Les partis politiques affrontant la lutte aux élections provinciales pouvaient décider l'appareusement des candidats qu'ils présentaient dans les divers cantons d'un même arrondissement administratif.

Ces diverses dispositions n'ont pas toutes recueilli la majorité au Sénat. Le rapport déposé par M. Ligy, expose en détail les décisions prises par

(1) Projet de loi, n° 546.

(2) La Commission, présidée par M. Troclet, était composée de MM. David, De Bruycker, Masson, Pèriquet, Pussemier, Troclet et Van Cauwenbergh.

cette Assemblée. Votre commission spéciale en a résumé ci-après les données essentielles.

Le Sénat a décidé d'abord que l'élection se ferait, comme par le passé, par canton de justice de paix. Les arguments qui ont amené le vote du Sénat peuvent se résumer comme suit : la substitution du canton électoral au canton de justice de paix avait une importance considérable sur la formation des groupements établis par application de l'article 6 de la loi du 22 avril 1898; la réforme a soulevé de nombreuses protestations; or, depuis de longues années les cantons de justice de paix ont servi de limites aux circonscriptions électorales provinciales, des rapports étroits se sont établis entre les communes des cantons comme entre les élus et les électeurs qui les ont choisis; c'est porter atteinte à des situations légitimement acquises que de bouleverser sans une absolue nécessité l'ordre des choses existant.

Le Sénat a décidé ensuite, d'une part, l'autonomie des cantons nommant au moins trois conseillers, mais, d'autre part, il a maintenu la possibilité de l'apparement pour les candidats présentés dans les divers cantons d'un même arrondissement administratif. Il a semblé au Sénat que le maintien de l'autonomie des cantons nommant trois conseillers au moins garantissait à l'élection provinciale la conservation d'un des caractères essentiels qu'elle doit revêtir : celui d'une élection faite en vue de sauvegarder la défense d'intérêts administratifs; le maintien de l'apparement permettait d'autre part aux considérations politiques d'exercer, sur l'élection dans les cantons d'un même arrondissement administratif, l'influence que les partis désiraient voir exercer.

La majorité des membres de votre Commission spéciale quoique hostile à l'apparement, mais animée du désir de voir donner à la réforme de la loi provinciale une solution transactionnelle, a décidé de se rallier au projet qui a été voté par le Sénat.

Elle a décidé :

1° par 4 voix contre 3 de vous proposer que l'élection se fera par canton de justice de paix;

2° par 4 voix contre 3, que l'autonomie des cantons nommant trois conseillers au moins sera respectée;

3° par 5 voix contre 1, que les candidats présentés dans les cantons d'un même arrondissement administratif pourront s'apparenter.

Le projet de loi, tel qu'il a été adopté par le Sénat, corrige quelques dispositions accessoires du projet qui avait été adopté par la Chambre.

Voici la première correction : il n'est plus interdit à des parents ou alliés, quelque soit leur degré de parenté, de siéger ensemble au Conseil provincial.

Votre Commission vous propose d'admettre cette modification.

Second amendement : la Chambre avait décidé le maintien de l'inéligibilité des notaires à la députation permanente; le Sénat supprime cette disposition. Votre Commission, par 4 voix contre 2, vous propose de vous rallier à la disposition prise par le Sénat.

Troisième amendement : le Sénat a décidé qu'il pourrait y avoir 800 élec-

teurs par section de vote ; huit sections de vote dans un même local ; enfin, que les lettres de convocation adressées aux électeurs seront simplifiées par la suppression de la reproduction de certaines dispositions du Code électoral.

Votre Commission vous propose l'adoption de cet amendement.

Le Sénat ayant abordé en seconde lecture l'examen du projet de loi immédiatement après avoir terminé l'examen en première lecture, le texte qui nous a été transmis requiert quelques corrections.

Votre Commission vous propose les amendements suivants au texte qui est soumis à nos délibérations.

A l'article 5, les mots « des articles 6 et 7 ci-après » devraient être remplacés par les mots « des articles 4 à 8 et 40 ci-après ».

L'adoption de cet amendement se justifie par la considération que les articles 6 et 7 du projet de loi ne sont point les seuls qui corrigent le code électoral ; que des modifications résultent aussi des articles 4, 5 et 40 et que votre Commission vous propose l'adoption des articles 4, 5 et 40.

A l'article 9, pour des motifs identiques, les mots : « résultant des articles 10 à 22 ci-après » devraient être remplacés par les mots : « résultant des articles 10 à 22 et 41 ci-après ».

A l'article 33, second alinéa, le texte français et le texte flamand ne concordent pas. Le texte français dit que les conseillers sont renouvelés tous les 4 ans ; le texte flamand dit que les conseils sont renouvelés tous les 4 ans. Le texte flamand reproduit la terminologie employée dans la loi de 1898. Il y a donc lieu de corriger le texte français et de remplacer les mots « Les conseillers » par les mots « Les conseils ».

Enfin, il y a lieu de supprimer l'article 39 du projet de loi.

L'article 39 du projet de loi corrige l'article 68 du code électoral.

Cet amendement était indispensable pour l'application du projet de loi transmis par la Chambre au Sénat, qui fusionnait en un district électoral unique les circonscriptions électorales uniques établies sur le territoire de villes divisées en plusieurs cantons de justice de paix (Bruxelles, Louvain, Anvers, Malines, Gand, etc.).

L'élection par canton de justice de paix étant maintenue, il y a lieu de supprimer l'amendement qui avait été introduit par la Chambre au texte de l'article 68 du code électoral.

Pour terminer l'exposé complet des délibérations de votre Commission spéciale, il y a lieu de signaler qu'un membre a fait remarquer que la Section centrale de la Chambre avait, en juillet dernier, proposé l'application de la R. P. à l'élection des membres des députations permanentes ; que les dispositions concernant cet objet ont été disjointes du projet sur lequel la Chambre a définitivement statué ; qu'il a été admis par la Chambre que la proposition faite par la Section centrale serait examinée avant qu'il soit procédé au renouvellement des conseils provinciaux. Le membre qui a présenté ces observations n'a pas demandé de revenir sur la question en commission spéciale parce que le Sénat est saisi d'une proposition de loi

appliquant la R. P. à l'élection des députations permanentes, ce qui permettra à la Chambre d'aborder à bref délai l'examen de la réforme.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER

Le Président,

LÉON TROCLET.

AMENDEMENTS
PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

ART. 3.

Remplacer : « ... des articles 6 et 7 ci-après » par « des articles 4 à 8 et 40 ci-après ».

ART. 9.

Modifier comme suit la fin de l'article : « ... résultant des articles 10 à 22 et 41 ci-après. »

ART. 33.

Au 2^e alinéa du texte français, remplacer le mot « conseiller » par « conseils ».

ART. 39.

Supprimer cet article.

AMENDEMENTEN
DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

ART. 3.

De woorden : « ... uit de onderstaande artikelen 6 en 7 » te vervangen door de woorden : « uit de onderstaande artikelen 4 tot 8 en 40 ».

ART. 9.

Het slot van het artikel te wijzigen als volgt : « ... voortvloeiende uit de onderstaande artikelen 10 tot 22 en 41 ».

ART. 33.

De Vlaamsche tekst blijft onveranderd.

ART. 39.

Dit artikel te doen wegvallen.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 SEPTEMBER 1921.

Wetsontwerp

tot regeling van de provinciale verkiezingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

In de maand Juli ll., toen de Kamer had uitspraak te doen over het wetsontwerp tot regeling van de provinciale verkiezingen, werden u twee duidelijk van elkaar onderscheiden ontwerpen ter behandeling voorgelegd.

Het ontwerp, dat door eene gemengde Commissie werd opgemaakt en waarbij de Regeering zich had aangesloten, doch waarmee de meerderheid der leden van de Middenafdeeling zich niet had vereenigd, werd door u aangenomen met 95 stemmen tegen 57 en ééne onthouding.

De hoofdbepalingen van dit ontwerp, welke dienen thans in herinnering te worden gebracht, kunnen samengevat worden als volgt :

1^o De verkiezing der provinciale raadsleden geschiedt per kieskanton, niet per vredegerechtskanton.

2^o Alleen de zelfstandigheid der kantons, waarvan het bevolkingscijfer, in beginsel, de benoeming van ten minste 5 raadsleden toeliet, werd in stand gehouden; de kantons van minder belang werden vereenigd in een of meer kiesdistricten om colleges te vormen, die ten minste 5 raadsleden zouden benoemen.

3^o De politieke partijen, die den strijd aangaan bij de provinciale verkiezingen, kunnen de kandidaten, die zij voordragen in de verscheidene kantons van een en hetzelfde bestuursarrondissement, tot eene groep verbinden.

Deze verscheidene bepalingen werden niet alle door de meerderheid in den Senaat aangenomen. Het verslag, door den heer Ligy ingediend, geeft

(1) Wetsontwerp, n^o 546.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Troclet, bestond uit de heeren David, De Bruycker, Masson, Périquet, Pussemier, Troclet en Van Cauwenbergh.

eene omstandige verklaring van de beslissingen, door de Hooge Vergadering getroffen. Hieronder heeft uwe Bijzondere Commissie de hoofdgedachten daarvan samengevat.

Vooreerst heeft de Senaat beslist dat de verkiezing zou geschieden per vredegerechtskanton, zooals vroeger. De gronden, die den Senaat daartoe leidden, kunnen worden samengevat als volgt : de vervanging van het vredegerechtskanton door het kieskanton was van zeer groot belang voor het vormen van de lijstverbindingen overeenkomstig artikel 6 der wet van 22 April 1898; de hervorming werd van menige zijde bestreden; nu, sedert lange jaren werden de vredegerechtskantons aangenomen als grenzen voor de provinciale kiesomschrijvingen; nauwe betrekkingen zijn ontstaan tusschen de gemeenten der kantons evenals tusschen de gekozenen en dezer kiezers; men maakt inbreuk op wettig verworven toestanden, wanneer men zonder volstreekte noodzakelijkheid de bestaande toestanden 't onderst boven keert.

Vervolgens heeft de Senaat eenerzijds de zelfstandigheid der kantons, die ten minste drie raadsleden benoemen, aangenomen, doch anderzijds heeft hij de mogelijkheid behouden van de verbinding tot eene groep der candidaten voorgedragen in de verscheidene kantons van een en hetzelfde bestuursarrondissement. Het kwam den Senaat voor, dat het behouden van de zelfstandigheid der kantons, die ten minste drie raadsleden benoemen, een waarborg was voor het bewaren van een der grondkenmerken van de provinciale verkiezing : namelijk, het kenmerk van eene verkiezing met het oog op het vrijwaren van administratieve belangen; het behouden van de lijstengroepering liet anderzijds toe dat de politieke beweegredenen op de verkiezing in de kantons van een en hetzelfde bestuursarrondissement den invloed uitoefenden, dien de partijen verlangden.

De meerderheid der leden van uwe Bijzondere Commissie, al is zij gekant tegen de verbinding der lijsten tot eene groep, doch gedreven door het verlangen aan de hervorming van de provinciale wet eene minnelijke oplossing te geven, heeft besloten zich te verenigen met het ontwerp, dat door den Senaat werd goedgekeurd.

Zij heeft beslist :

1^o met 4 stemmen tegen 3, u voor te stellen dat de verkiezing zal geschieden per vredegerechtskanton;

2^o met 4 stemmen tegen 3, dat de zelfstandigheid der kantons, die ten minste drie raadsleden benoemen, zou in stand gehouden worden;

3^o met 5 stemmen tegen 1, dat de candidaten voorgedragen in de kantons van een en hetzelfde bestuursarrondissement zich tot een groep kunnen verbinden.

Zooals het door den Senaat werd aangenomen, verbeterd het wetsontwerp eenige bijkomende bepalingen van het ontwerp, dat door de Kamer werd goedgekeurd.

De eerste verbetering is deze : het is niet meer verboden aan bloed- of aanverwanten, welke ook de graad van hunne verwantschap zij, te zamen in denzelfden Provincieraad zitting te nemen.

Uwe Commissie stelt u voor, deze wijziging aan te nemen.

Tweede amendement : de Kamer had de onverkiesbaarheid der notarissen tot lid der bestendige deputatie behouden; de Senaat doet deze bepaling wegvallen. Met 4 stemmen tegen 2 stelt uwe Commissie u voor, de bepaling van den Senaat aan te nemen.

Derde amendement : de Senaat heeft beslist dat er 800 kiezers per stemafdeeling zouden mogen zijn; acht stemafdeelingen in een en hetzelfde lokaal; ten slotte, dat de bijeenroepingsbrieven, tot de kiezers gericht, zullen vereenvoudigd worden door de weglating van de vermelding van sommige bepalingen van het Kieswetboek.

Uwe Commissie stelt u voor, dit amendement aan te nemen.

Vermits de Senaat het onderzoek van het wetsontwerp in tweede lezing had aangevat onmiddellijk na het onderzoek in eerste lezing, dient de ons overgemaakte tekst op enkele plaatsen verbeterd te worden.

Uwe Commissie stelt u de volgende amendementen op den ons voorgelegden tekst voor :

In artikel 3 zouden de woorden « uit de onderstaande artikelen 6 en 7 » moeten vervangen worden door « uit de onderstaande artikelen 4 tot 8 en 40. »

Deze wijziging is gewettigd, doordien de artikelen 6 en 7 van het wetsontwerp niet de eenige zijn, welke verandering brengen in het Kieswetboek, doordien ook de artikelen 4, 5 en 40 daarin wijzigingen brengen, en uwe Commissie u voorstelt de artikelen 4, 5 en 40 aan te nemen.

In artikel 9 zouden, om dezelfde redenen, de woorden : « voortspruitende uit de onderstaande artikelen 10 tot 22 » moeten vervangen worden door : « voortspruitende uit de onderstaande artikelen 10 tot 22 en 41 ».

In het tweede lid van artikel 33 stemmen de Fransche tekst en de Vlaamsche tekst niet overeen. De Fransche tekst zegt, dat de « *conseillers* » (raadsleden) om de vier jaar worden vernieuwd; de Vlaamsche tekst, dat de « *conseils* » (raden) om de vier jaar worden vernieuwd. De Vlaamsche tekst neemt de terminologie der wet van 1898 over. De Fransche tekst dient dus te worden verbeterd in dezen zin dat de woorden « *les conseillers* » worden vervangen door de woorden « *les conseils* ».

Ten slotte dient men artikel 39 van het wetsontwerp te doen wegvallen.

Artikel 39 van het wetsontwerp verbetert artikel 68 van het Kieswetboek.

Dit amendement was noodzakelijk om de toepassing mogelijk te maken van het wetsontwerp, dat door de Kamer aan den Senaat werd overgemaakt en waardoor de afzonderlijke kiesomschrijvingen, behoorende tot het grondgebied van steden in onderscheidene vrederegerechtskantons ingedeeld (Brussel, Leuven, Antwerpen, Mechelen, Gent, enz.), tot een enkel kiesdistrict werden vereenigd.

Daar de verkiezing per vrederegerechtskanton behouden blijft, dient de wijziging, door de Kamer gebracht in den tekst van artikel 68 van het Kieswetboek, weg te vallen.

Om de beraadslagingen van uwe Bijzondere Commissie volkomen weer te geven, moet nog worden vermeld, dat een lid deed opmerken dat de Middenafdeeling der Kamer in Juli II. voorgesteld had, de E. V. toe te passen op de verkiezing van de leden der bestendige deputatiën; dat de bepalingen

betreffende deze zaak gescheiden werden van het ontwerp, waarover de Kamer voorgoed uitspraak heeft gedaan; dat de Kamer aangenomen heeft, het voorstel van de Middenafdeeling te behouden voordat er tot de vernieuwing van de provinciale raden wordt overgegaan. Het lid, dat deze aanmerking te berde bracht, heeft niet gevraagd, de zaak in de bijzondere commissie opnieuw te behandelen, omdat bij den Senaat een wetsvoorstel werd ingediend strekkende tot toepassing van de E. V. op de verkiezing van de bestendige depùtatiën; daardoor zal de Kamer in staat worden gesteld, eerlang het onderzoek der hervorming aan te vatten.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

LÉON TROCLET.

AMENDEMENTS
PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

ART. 3.

Remplacer : « ... des articles 6 et 7 ci-après » par « des articles 4 à 8 et 40 ci après ».

ART. 9.

Modifier comme suit la fin de l'article : « ... résultant des articles 10 à 22 et 41 ci après. »

ART. 33.

Au 2^e alinéa du texte français, remplacer le mot « conseiller » par « conseils ».

ART. 39.

Supprimer cet article.

AMENDEMENTEN
DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

ART. 3.

De woorden : « ... uit de onderstaande artikelen 6 en 7 » te vervangen door de woorden : « uit de onderstaande artikelen 4 tot 8 en 40 ».

ART. 9.

Het slot van het artikel te wijzigen als volgt : « ... voortspruitende uit de onderstaande artikelen 10 tot 22 en 41 ».

ART. 33.

De Vlaamsche tekst blijft onveranderd.

ART. 39.

Dit artikel te doen wegvallen.